OEA/Ser.W

 CIDI/INF.543/23

 12 avril 2023

 Original : anglais

NOTE CONCEPTUELLE

Réunion ordinaire dU

Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI)

25 AVRIL 2023

**THÈME : LE FINANCEMENT DU CLIMAT DANS LES AMERIQUES,
VERS UN SCHÉMA DE COLLABORATION RÉGIONAL**

1. **Contexte/justification**

Au cours des réunions du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI) qui se sont tenues au premier semestre 2023, les États membres ont été informés et ont discuté de la situation environnementale, économique, sociale et politique du monde et plus particulièrement des Amériques, qui sont menacées par la réalité du changement climatique. Pour relever les défis du changement climatique, nous devons 1) ralentir le rythme du réchauffement en réduisant les émissions et les rejets de gaz à effet de serre (atténuation) ; et 2) réduire la vulnérabilité et accroître la résilience de nos populations face aux effets inévitables du changement climatique (adaptation).

Le changement climatique constitue une menace sérieuse pour tous les États membres et une question centrale du programme politique et de développement de la région. L'un des défis les plus importants auxquels les pays sont confrontés est la nécessité d'accroître l'ampleur et la rapidité des flux de financement climatique, ce qui est particulièrement vrai pour les pays en développement dont les ressources budgétaires sont limitées pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter. L'Accord de Paris représente un jalon important pour les flux de financement climatique vers les pays en développement, en leur apportant un soutien pour poursuivre une trajectoire vers des émissions nettes nulles et favoriser un développement résilient au climat. Cependant, la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont détourné dans une certaine mesure l'attention du changement climatique. Toutefois, la récente COP27 de la CCNUCC et la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) en cours ramènent l'attention sur les défis mondiaux urgents que sont le changement climatique et la protection de la biodiversité. Ces conventions mondiales soulignent la nécessité urgente de mettre en place des systèmes de financement innovants impliquant les gouvernements, les entreprises et la société civile. Ces mécanismes de financement sont essentiels pour catalyser des investissements neutres en carbone, créer des emplois verts et réduire la dépendance du monde à l'égard des combustibles fossiles.

L'action climatique, c'est-à-dire les activités destinées à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, nécessite d'importants investissements financiers ; c'est là qu'intervient le financement de la lutte contre le changement climatique. L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les pays est d'augmenter l'ampleur et le rythme des flux financiers pour le climat. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement ayant peu de marge de manœuvre budgétaire leur permettant de réduire les risques des investissements du secteur privé dans l'atténuation et l'adaptation.

En dépit de développements positifs visant à combler le manque de financement climatique, de nombreuses questions restent en suspens, notamment le rôle de l’Amérique latine et de Caraïbes dans le processus de négociation de la COP, les différents mécanismes utilisés pour la mise en œuvre et le manque d'harmonisation des procédures et de transparence pour catalyser le soutien financier dont notre région a tant besoin.

Tenir les engagements pris en matière d'atténuation et d'adaptation représente un défi pour tous les pays, en particulier ceux des régions en développement, car le coût des investissements nécessaires pour lutter contre le changement climatique peut être considérable. La COP27 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue en Égypte, a souligné que les pays en développement ont besoin, à eux seuls, d'un financement extérieur estimé à 1 000 milliards de dollars par an pour atteindre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Ces fonds sont essentiels pour des initiatives relevant de la réduction des émissions, de la gestion des effets des événements catastrophiques et de la restauration de l'environnement naturel. Outre leurs propres dépenses, ces pays ont besoin d'un soutien financier extérieur pour atteindre leurs objectifs en matière de changement climatique.[[1]](#footnote-1)/

L'accès au financement climatique est un obstacle majeur pour la plupart des pays d’Amérique latine et des Caraïbes, en particulier les plus vulnérables et les moins développés. Rechercher l'équité dans le financement climatique est essentiel car les petites économies ayant des capacités financières et institutionnelles limitées sont désavantagées lorsqu'elles tentent à accéder à ces fonds. Cela se reflète dans les flux de financement climatique mondial dont l’Amérique latine et les Caraïbes ont bénéficié entre 2010 et 2020 par le biais des différents mécanismes en place (voir : <https://climatefundsupdate.org/publications/climate-finance-regional-briefing-latin-america-2020>). Ce désavantage est aggravé par les coûts initiaux élevés impliqués dans le développement des projets (par exemple, les documents liés au concept et au projet, les frais juridiques et la diligence raisonnable, entre autres). Selon les estimations, ces coûts se situent entre 200 000 et 500 000 dollars américains, en fonction du projet.[[2]](#footnote-2)/

Pour répondre aux besoins considérables d'investissement dans l'action climatique, le financement privé doit jouer un rôle central. Parmi les exemples de financement privé pour le climat, on peut citer les prêts et obligations liés à la durabilité, les prêts et obligations verts et les investissements directs dans des projets bénéfiques pour le climat.[[3]](#footnote-3)/

La tâche à accomplir n'est certainement pas facile, mais l'Organisation des États Américains (OEA) est idéalement placée pour défendre et soutenir ses États membres dans le renforcement du dialogue régional par le biais de la quatrième Réunion interaméricaine des ministres et des hauts fonctionnaires chargés du développement durable et pour fournir une assistance technique afin de renforcer les capacités nationales d'accès au financement climatique. La réunion ministérielle peut déboucher sur une meilleure coordination régionale et une meilleure préparation de la COP28, permettant à la région de délivrer un message cohérent et de proposer des mécanismes facilitant l'accès aux flux financiers actuels et futurs. Cela permettra à la région de prendre des mesures importantes en vue d'un avenir plus durable, plus inclusif et plus résilient au changement climatique.

1. **But de la réunion**

 Le but de la réunion est de discuter des défis et des opportunités pour augmenter les flux de financement climatique, en mettant l'accent sur l’Amérique latine et les Caraïbes, afin de répondre aux besoins financiers substantiels de la région pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation. La réunion donnera aux États membres l'occasion de partager leurs défis, leurs priorités d'action et leurs attentes en ce qui concerne les mécanismes actuels de financement de la lutte contre le changement climatique. La réunion abordera également les questions non résolues liées aux défis rencontrés par les mécanismes dans la mise en œuvre.

Les questions posées aux États membres porteront sur les points suivants :

1. Quelle importance a l'accès au financement climatique pour les pays membres ?
2. Comment le Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) de l'OEA peut-il collaborer avec les États membres pour renforcer leur capacité à accéder à ces fonds en cas de besoin ?
3. En s'appuyant sur l'expérience de votre pays, quelles mesures les États membres peuvent-ils prendre pour augmenter leur part et leur capacité de financement et d'investissement climatiques ?
4. Quelles mesures la région peut-elle mettre en œuvre collectivement pour améliorer l'accès et la participation au financement climatique existant, en particulier pour les petites économies ?
5. Quel rôle pensez-vous que la région joue dans l'élaboration des stratégies de financement climatique pour la COP28 ?
6. De quelle assistance technique spécifique votre pays a-t-il besoin pour renforcer sa capacité à accéder au financement climatique ?
7. **Pertinence pour le SEDI**
* Renforcer le respect des engagements énoncés dans l'accord de Paris
* Renforcer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable (ODD)
* Promouvoir les dialogues, protocoles et cadres de partage de données afin d'aider les États membres à améliorer leurs capacités à mobiliser des fonds pour le climat
* Favoriser le dialogue, la coopération et le partage des connaissances au niveau régional sur le financement de la lutte contre le changement climatique, y compris les mécanismes de partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés par les banques de développement et les fonds pour le climat
* Recevoir les contributions des gouvernements en vue d'une éventuelle réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés du développement durable
1. **Mandats de l'OEA**

 Le 9 juin 2022, les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, réunis à Los Angeles, aux États-Unis, à l’occasion du neuvième Sommet des Amériques, ayant atteint un consensus sur l'importance d'une plus grande résilience dans les Amériques, ont adopté les mandats « Notre avenir vert et durable » et « Accélérer la transition vers une énergie propre, durable, renouvelable et juste ». Les États membres ont de ce fait reconnu que le changement climatique est une menace pour la région. Ils ont également confirmé l'urgence d'accroître la capacité régionale à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique et à favoriser la résilience climatique et le développement à faibles émissions de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire, ainsi que de rendre les flux financiers compatibles avec une voie vers un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilient au changement climatique.[[4]](#footnote-4)**/ En particulier, les dirigeants du continent ont demandé aux banques multilatérales de développement et aux principales entités financières régionales d'envisager « d'identifier, de développer et de faire progresser des efforts spécifiques et distincts pour améliorer la mobilisation du financement climatique »**.[[5]](#footnote-5)/

En outre, la résolution de l'Assemblée générale de l'OEA de 2022 intitulée « Encourager les initiatives continentales en matière de développement intégré : promotion de la résilience » [AG/RES. 2988 (LII-O/22)], sous la ligne stratégique « Renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021 », établit les mandats suivants : « De charger le SEDI d’appuyer, selon la disponibilité des ressources, la mise en œuvre de stratégies d’adaptation au changement climatique et de mitigation de ses effets dans tous les États —en particulier dans les pays en développement et en tenant compte des vulnérabilités particulières des petits États insulaires en développement— en offrant un plus grand nombre d’opportunités de formation pour renforcer la capacité d’adaptation et la résilience climatique dans tout le continent au moyen de la coopération entre les États membres et les institutions du Groupe de travail mixte des Sommets » ; et **« De charger le SEDI d’appuyer la convocation de forums pour dialoguer avec des banques multilatérales de développement et d’autres entités régionales importantes de financement —comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement des Caraïbes, la Banque de développement d’Amérique latine et la Banque centraméricaine d’intégration économique— sur les efforts déployés pour mobiliser un financement plus important pour le climat dans le but d’encourager l’adoption de toutes les formes d’énergie renouvelable et de réduire la vulnérabilité face au climat dans les pays des Amériques ».**

 La Charte de l'OEA charge le CIDI de promouvoir la coopération entre les États membres de l'OEA en vue de leur développement intégré et, tout particulièrement, de contribuer à l’éradication de pauvreté absolue. La Charte charge également le CIDI de « promouvoir, coordonner et confier l'exécution des programmes et projets de développement aux organes subsidiaires et aux organismes pertinents, dans les secteurs visés au chapitre VII de la Charte, en s'inspirant des priorités fixées par les États membres dans des domaines tels que le développement économique et social, y compris le commerce, le tourisme, l'intégration et l'environnement ».

 Le Programme interaméricain de développement durable (PIDS) confie au Secrétariat général de l'OEA, par l'intermédiaire du SEDI, le soin de collaborer avec les autorités chargées du développement durable des États membres et d'assurer la coordination avec d'autres entités et organisations internationales. Le PIDS établit des actions stratégiques pour garantir que les travaux du Secrétariat général au développement durable sont alignés sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, et que ses objectifs et résultats sont guidés par les ODD approuvés par les États membres et contribuent à leur réalisation.

 Les travaux du Secrétariat général devraient contribuer directement à soutenir les États membres dans leurs efforts pour réduire l'impact et renforcer l'adaptation au changement climatique.

1. **Structure de la réunion**

Pour les besoins de la réunion, plusieurs intervenants ont été invités à explorer l'architecture du financement climatique et à identifier les obstacles et les opportunités spécifiques pour améliorer l'efficacité des mécanismes de financement du climat dans les Amériques. Les États membres auront l'occasion de prendre part à un dialogue interactif guidé par la présidence du CIDI.

Après la séance de questions-réponses avec les intervenants invités, le président invitera les délégations à partager les meilleures pratiques, les besoins, les défis et opportunités potentiels, et/ou les demandes spécifiques de coopération continentale dans ce domaine.

Panélistes invités :

* Mme Paola Ridolfi, directrice, Fonds pour l'environnement mondial
* Mme Saliha Dobardzic, chef d'équipe, programmation et innovation, Fonds d'adaptation
* M. Cayetano Casado Gomez, directeur régional, Fonds vert pour le climat
* Mme Valerie Isaac, coordinatrice de l'unité de durabilité environnementale, Banque de développement des Caraïbes
* Mme Martha del Castillo, directrice, conseil technique en matière de biodiversité et de climat, CAF (Société andine de développement)
1. **Résultats de la réunion**
2. Meilleure compréhension de l'architecture du financement climatique et identification des obstacles et des opportunités spécifiques pour améliorer l'efficacité des mécanismes de financement du climat dans les Amériques
3. Partager les besoins spécifiques et les défis rencontrés par les États membres pour accéder aux fonds climatiques disponibles aujourd'hui
4. Recevoir et partager entre les États membres des informations sur les meilleures pratiques afin d'améliorer la prise de décision et de rationaliser le processus d'accès aux fonds climatiques
5. Diffuser des informations clés pour contribuer à la formulation de l'ordre du jour de la quatrième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés du développement durable
6. Contributions des États membres concernant les besoins en matière de financement de la lutte contre le changement climatique et d'engagement du secteur privé
7. Principaux éléments à prendre en compte pour la formulation de l'ordre du jour de la quatrième Réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés du développement durable

CIDRP03828F04

1. . [How much money is needed to fight climate change? | The Economist](https://www.economist.com/graphic-detail/2022/11/11/how-much-money-is-needed-to-fight-climate-change) [↑](#footnote-ref-1)
2. . OEA-DSD, sur la base d'informations collectées auprès de banques de développement et de certaines agences de mise en œuvre des Nations Unies qui reçoivent et gèrent des fonds climatiques. [↑](#footnote-ref-2)
3. . [How to Scale Up Private Climate Finance in Emerging Economies (imf.org)](https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2022/10/07/how-to-scale-up-private-climate-finance-in-emerging-economies) [↑](#footnote-ref-3)
4. . Neuvième Sommet des Amériques. Notre avenir vert et durable et l'accélération de la transition vers une énergie propre, durable, renouvelable et juste. 9 juin 2022, Los Angeles, États-Unis. [↑](#footnote-ref-4)
5. . Neuvième Sommet des Amériques. Accélérer la transition vers une énergie propre, durable, renouvelable et juste. 9 juin 2022, Los Angeles, États-Unis. [↑](#footnote-ref-5)